

“Considérant que les objections à la forme soulevées verbalement par le défendeur, sont mal fondées;

“Rejette la dite demande d'injonction sans frais.”

Taillon, Bonin, Morin et Laramée, avocats du demandeur.

Joseph Archambault, avocat du défendeur.

COUR SUPERIEURE

Loi criminelle.—Plainte.—Emanation de mandat.—Discretion du magistrat.—Mandamus Sauf conduit.—Corruption.

MONTREAL, 4 FEVRIER, 1914.

CHARBONNEAU, J.

TANCREDE MARSIL vs L'HON. HUSMER LANCTOT.

JUGÉ.—10. Que l'émanation d'un mandat d'arrestation est laissée à la discrétion du magistrat qui reçoit la plainte, et que ce magistrat peut, après avoir examiner la plainte, et fait une enquête préliminaire, s'il le juge à propos, accorder ou refuser le mandat.

20. Qu'en principe on ne peut faire émaner un mandamus contre un magistrat pour lui faire rendre une décision au lieu d'une autre, lorsque la loi laisse cette décision à sa discrétion.

30. Qu'une personne résident à l'étranger, qui ayant commis une offense dans la province de Québec, y revient, sous la protection d'un sauf conduit accordée par la chambre d'Assemblée de Québec, pour rendre témoignage devant des comités de la Législature, ne peut être arrêtée pour cette offense commise.

40. Que la plainte en question ne fait voir aucune offense criminelle.

50. Qu'une plainte pour dénoncer un acte de corruption